

Définition et Émergence de la justice pénale internationale

○ Trois questions en guise d'introduction....

1. Le droit international pénal, qu'est ce que c'est ? Une définition
2. Le droit international pénal, d'où vient-il ? L'histoire du droit international pénal
3. Le droit international, à quoi ça sert ? Que représente-t-il aujourd'hui?

1. Une définition du droit international pénal...

1. Véritable **tour de force** que de donner une **définition précise de ce droit** :

- Mi-chemin entre droit international public et droit pénal
- Droit lié à la notion de crime international, ça suppose que tous les états reconnaissent les mêmes crimes et que le punissent de la même façon.
- Droit singulier par rapport aux autres branches du droit international : ne présente pas d'homogénéité (pas de code ou de traité spécifique qui possède une valeur universelle) / Ex. le Rwanda, le Cambodge, le Timor leste, la siéra Leone... il n' pas un même code. Il y a de droits internationaux pénaux.

Définition imprécise parce que c'est une matière mixte. DIP est un droit comparé du DP.

2. Une **définition** quand même :

- *Définition approximative : DIP est un ensemble de règles internationales destinées à proscrire (et punir) les crimes internationaux et à imposer aux États l'obligation de poursuivre et de punir ces crimes (au moins certains d'entre eux)* A. Cassese. Règles internationales que punissent des crimes internationaux et l'obligation d'Etat.
- **AFFAIRE DES OTAGES** : Définition de 1947 : *Droit qui gouverne les crimes internationaux c'est-à-dire les actes qui sont universellement reconnus comme des actes criminels, (et) qui revêtent une importance internationale et qui pour cette raison ne peuvent être laissés à la compétence exclusive de l'État qui en aurait le contrôle en temps ordinaire* Définition jurisprudentielle du crime international donné dans l'affaire des otages jugée à Nuremberg *Tribunal militaire des États-Unis à Nuremberg* 8 juillet 1947 – 19 février 1948 *États-Unis c. Wilhelm List*, UNWCC, Law Reports of Trials of War Criminals, vol. VIII, 1949, p.34.

Elle ajoute une définition quand elle parle de universalité et de la notion de gravité.

- Ensemble de règles reconnues par le droit international destinées à organiser et réprimer les crimes internationaux
 - quel que soit leur lieu de commission
 - quel qu'en soit l'auteur
 - quel que soit les motifs pour lesquels ces crimes ont été commis

3. Droit international pénal ou droit pénal international ? Il y a une différence ?

- Querelle de mots ou précision utile ?
 - *Droit pénal international* se définit comme l'ensemble des règles applicables à la coopération pénale internationale : concerne le droit de l'extradition, la coopération et l'entraide judiciaire... mais peut concerner des crimes de droit commun. Une coopération judiciaire entre les Etats.
 - *Droit international pénal* se concentre exclusivement sur la répression des crimes internationaux et sur les moyens nécessaires à la répression de ces crimes. **On n'étudiera que cette branche.**
 - *Difficulté linguistique et sémantique* : les deux branches ne sont pas nécessairement distinguées dans d'autres langues. Par exemple, en anglais on emploie indifféremment les mots *International Criminal Law* pour désigner l'ensemble : DIP et DPI
- Étude exclusivement concentrée sur le droit international pénal, c'est-à-dire sur la répression des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide et du crime d'agression.

4. Les caractéristiques générales du droit international pénal :

- Le **DIPEN est une branche du droit international public général** : ses sources sont les traités, la coutume... l'interprétation de ses dispositions est également gouvernée par le droit international Mais c'est...
- Un **droit relativement nouveau**... surtout né après la deuxième guerre mondiale avec les deux tribunaux militaires internationaux
- Un **droit qui reste malgré certains progrès encore largement embryonnaire ou rudimentaire...**
 - Il n'y a pas de droit international pénal universel mais une succession d'expériences individuelles. La CPI tente de combler cette lacune mais avec d'énormes difficultés.
 - Les éléments de crimes restent pour certains d'entre eux difficiles à définir et sont dans certains cas encore controversés en raison de la construction même du DIPEN (définition des crimes, définition des juridictions compétentes, définition contingente des crimes en fonction des contextes rencontrés).
 - La procédure pénale internationale s'est développée au sein des juridictions pénales internationales. Souvent calquée sur les procédures nationales, elle a montré ses limites et son originalité. Quelques choses que inexistant pas, qu'il fallait remodeler et qui pose de problèmes.
- Un droit qui tire ses fondements d'autre branches du droit comme le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire mais également des droits pénaux nationaux... Ceci a conduit au développement de standards complexes, parfois contradictoires car chaque système juridique a fourni sa propre

interprétation des règles du droit international pénal (v. le code pénal français par exemple). Il est né de l'envie de sanctionner les crimes contre l'humanité.

- Un droit qui entretient des rapports complexes avec le droit international général en raison d'une double relation
 - Soutien et progression du droit international public au Droit international pénal : cas par exemple de la double responsabilité de l'État et de la responsabilité individuelle de l'auteur de l'acte. Ex. Yougoslavie, le massacre de _____.
 - Conflit entre les deux branches du droit : le DIPEN est fondé sur une volonté de poursuivre un individu pour les crimes qu'il a commis indépendamment des motifs pour lesquels de tels actes ont été commis. Il a une fonction essentiellement répressive alors que le droit international public général a une fonction essentiellement normative et reste largement imprégné du consensus des États, de l'idée de souveraineté, de l'idée de standards... alors que le DIPEN droit que s'impose aux individus et que nécessite une certaine rigueur dans les définitions et les procédures.
 - Un droit en constante et rapide mutation : a mi chemin entre le droit comparé et le droit national. le DIPEN change vite et impose une gymnastique intellectuelle assez importante en raison de ses origines multiples, anglo-saxonnes, continentales... En réalité, le DIPEN dans sa pratique est davantage du droit comparé que du droit international stricto sensu... Toute la difficulté repose sur le maniement des concepts et la compréhension des notions utilisées. Il exige une ouverture d'esprit juridique mais pas uniquement juridique. Ce droit est dégagé par les juges internationaux, or ces juges viennent des horizons différents. ***EXEMPLE. : Tribunal pour l'ex-Yougoslavie égal au jugement American, il fallu adapter par rapport au type de crime porter devant la juridiction.***
5. Une définition qui repose sur la définition des crimes internationaux : quels sont les critères communs de ces crimes internationaux ? parce qu'il s'agit de crimes prévus par de :
- La violation de règles conventionnelles ou coutumières admises par la communauté internationale (un traité ou un coutume)
 - La protection de valeurs communes qui transcendent les systèmes juridiques et culturels et qui ont été admis par l'ensemble de la communauté internationale. Où vous trouvez dans cette planète, le crime est le même partout. Et la conséquence est : l'intérêt universel
 - Un intérêt universel à la répression de ces crimes (depuis la Charte des Nations Unies jusqu'aux instruments régionaux) reconnaissent la nécessité de poursuivre ses crimes. La compétence universel : un crime peut être poursuivi ne importe où des que se soit un crime international.
 - Une absence de prise en considération de la fonction pour atténuer la responsabilité de l'auteur de l'acte : v. Affaire Pinochet (**Pinochet I, Décision de la Chambre des Lords, 25 novembre 1998 et Pinochet**

III, Décision de la Chambre des Lords, 24 Mars 1999, *Opinions Of The Lords Of Appeal For Judgment In The Cause Regina V. Bartle And The Commissioner Of Police For The Metropolis And Others (Appellants) Ex Parte Pinochet (Respondent)*). *Affaire emblématique PINOCHE* : il amène une dictature, la population chilienne qui a disparu (qui étaient contre la dictature), il été nome chef d'état et sénateur a vie parce que le sénateur est privilégié par l'immunité, il ne pouvait pas être poursuivi.

Quand il était en Angleterre pour se soigner, le juge espagnol par intermède de un accord d'extradition, la renvoyait au Chile. L'immunité de Pinochet était valable seulement au Chile.

La qualité d'un ancien chef d'état n'est pas couverte pour les actes de tortures. Donc, il été extradait (il avait la nationalité espagnol et chilienne). C'est souvent une affaire politique.

Cette affaire est important, il a donné naissance a une nouvelle approche de la compétence universelle qui a inclus les chefs d'états (tous les chefs d'états peuvent répondre pour un crime de torture. Les juridictions n'existent plus a attaquer les chefs d'état.

EXEMPLE : Milosevic

6. Un **droit qui se situe dans un ensemble complexe** : le DIPEN est né à la suite des violations graves et souvent massives des droits de la personne (droit de l'homme) commises en temps de conflit armé. Il existe un lien de parenté et de connexité avec le droit international humanitaire qui rend la compréhension du DIPEN liée à la connaissance générale de ces autres branches du droit.
7. C'est un micro droit, il va juger un nombre limité des individus. La complexité des faits et de la procédure est tel que le jugement rendu est minimum : entre 5 a 10
8. Le DIP c'est une affaire des Etats.
9. Le tribunal du Rwanda coute 15% du budget des Nations Unis. Des petits budgets qui sont mis a la disposition du juge.
10. **Regardez la république démocratique du Congo : 5 millions de morts. C'est une catastrophe judiciaire.**

2. L'évolution historique du droit international pénal : De Nuremberg à Rome

1. Une histoire tardive et assez mouvementée...
 - L'idée d'une répression pénale des crimes internationaux par une juridiction spéciale trouve ses racines dans les réflexions menées à la fin du 19^{ème} siècle, début 20^{ème} siècle.
 - Le **procès de Peter Von Hagenbach en 1474 à Breisach en Allemagne**: Chevalier, Peter Von Hagenbach était accusé pour des

exactions commises contre la population civile pour forcer ces derniers à se soumettre au Duc Charles de Bourgogne. Un tribunal spécial composé des alliés du Saint Empire Romain Germanique fût constitué. Composé de 28 juges (émanant des différents alliés), il le reconnût coupable de meurtres, viols, parjures et autres crimes « contre les lois de Dieu et des hommes » et le condamna à mort après lui avoir retiré son titre de chevalier

- **PREMIER CRIME INTERNATIONAL** (c'est toujours un crime international) La **piraterie en haute mer** : a constitué également l'un des premiers crimes internationaux. Elle pouvait être poursuivie par n'importe quel tribunal, n'importe où, sur le fondement coutumier d'un tel crime. Considérée pendant longtemps comme l'archétype de la justification du droit international pénal. Aujourd'hui, ce lien apparaît principalement historique car les pirates sont jugés au regard des droits nationaux et non du droit international. **EXEMPLE. le paquebot français piraté au large de la Somalie.**
 - La **contribution de la doctrine** : premiers balbutiements du DIPEN, dès la fin du 19^{ème} siècle avec *l'Union Internationale de Droit pénal*, avec le professeur PELAN, professeur romain, de l'université de Bucarest., réunissant des universitaires favorables au développement du DIPEN. Dissoute à la veille de la 1^{ère} Guerre mondiale, elle fût reconstituée après par le biais de l'Association Internationale de droit pénal, dont le but était de travailler à un droit pénal commun mais également de lutter contre la criminalité internationale (rôle de V. Pella, Prof. à Bucarest)
 - LE VERITABLE ACTE MODERNE DE TENTATIVE D'APPLICATION DE LA POURSUITE : Le **Traité de Versailles (1919) et la poursuite du Kaiser Guillaume II** : Véritable premier sursaut en matière de poursuites internationales, en 1919, une Commission sur les responsabilités des auteurs de la guerre et la mise en œuvre des peines élaborer une liste de trente deux catégories de violations des lois et coutumes de la guerre. La Commission proposa que le traité de paix confère une compétence en matière pénale à l'égard des personnes responsables des telles violations (notamment des principes de la Clause Martens). Elle proposait également la création d'un tribunal *ad hoc* pour juger de ces crimes. Cette proposition échoua mais donna lieu à l'inclusion dans le traité de Versailles de plusieurs articles, notamment les articles 227 (prévoyant la poursuite de Guillaume II pour crime contre la paix : cet article est un échec parce que il est allé se réfugier au Pays Bas) et 228 qui prévoyait la possibilité pour les tribunaux militaires alliés de traduire les personnes accusées d'actes contraires aux lois et coutumes de la guerre. L'article 227 fût un échec (Les Pays Bas refusèrent de livrer le Kaiser au motif qu'il s'agissait d'une incrimination politique...). D'une façon générale le tribunal de Versailles était le point de départ de la poursuite internationale.
2. Le Premier choc de la justice pénale internationale : **les Tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et de Tokyo**
- **Institution de TMI** répond à la **volonté des alliés d'identifier les responsables des violations graves** des lois et coutumes de la guerre

commises durant le second conflit mondial. Alliés partagés entre une solution expéditive et un procès démontrant le droit à un procès équitable. Système mis en place assez complexe. Il a rendu une seule décision, la décision de nazisme.

- **Le Tribunal de Nuremberg** : établi par l'accord de Londres du 8 août 1945 (la fin des hostilités se donne le 08/05/1945) par les alliés (aussi appelé la Charte de Nuremberg), le TMI est chargé de juger les crimes les plus graves dans son article 6 : crimes contre la paix, crimes de guerre et (nouveau) crimes contre l'humanité parce que le crime contre l'humanité ont posé un problème au Tribunal parce que à l'époque ce crime n'existait pas, alors comment faire la rétroactivité de la loi ? . Il est composé de 4 juges et de 4 procureurs émanant des puissances victorieuses. Il est chargé de juger les principaux responsables du régime Nazi, 24 au total dont l'un par contumace. Le Tribunal de Nuremberg rendit son jugement le 1^{er} octobre 1946. Il établit un certain nombre de principes qui cristallisent le droit international pénal :
 - Le rejet de la violation du principe de légalité : les crimes commis durant la 2^{ème}. guerre mondiale étaient considérés comme des crimes avant l'entrée en vigueur du statut du TMI. Seules les sanctions étaient inconnues mais non l'infraction. (cf crimes contre l'humanité). Seulement Les crimes contre l'humanité commis pendant la guerre, donc, les crimes commis avant la guerre ne peuvent pas être poursuivis comme tel.
 - Le rejet de la doctrine de la souveraineté justifiant l'exclusion de la responsabilité personnelle des accusés
 - Le développement de la notion de crime contre l'humanité (différente de celle d'aujourd'hui) pour permettre la répression des exactions commises par les nazis contre les populations des pays alliés du 3^{ème} Reich
- Le Tribunal de Nuremberg fût complété par la **Loi n°10 du Conseil de Contrôle des Alliés adoptée le 20 décembre 1945** à Berlin autorisant les alliés à appréhender les criminels de guerre et assimilés autres que ceux ayant été poursuivis par le TMI de Nuremberg. Tous les autres qui n'étaient pas accusés par le (...) *Ex. des crimes commis sur les champs de concentration en Russie, en Ukraine*
- Fruit d'une collaboration alliée.
- **Le Tribunal de Tokyo** : moins connu que celui de Nuremberg a pourtant fonctionné suivant les mêmes principes tout en possédant sa propre Charte. Il fût établi par le Commandant en chef des États-Unis au Japon qui y nomma les 11 juges du tribunal incluant ceux proposés par liste par les puissances alliées. Il fonctionna du 3 mai 1946 jusqu'en novembre 1948. Les accusés étaient répartis en trois catégories « A » « B » et « C » : les accusés « A » étaient accusés de crimes contre la paix ; les accusés « B » étaient accusés de crimes de guerre et les accusés « C » de crimes assimilés à des crimes contre

l'humanité. Seuls les accusés « A » furent traduits devant le Tribunal de Tokyo (au nombre de 25) les accusés « B » et « C » furent jugés par des tribunaux militaires alliés (américains). Quoi qu'ayant fonctionné de manière similaire à celui de Nuremberg, le Tribunal de Tokyo fût contesté sur un certain nombre de points et notamment sur l'égalité des armes entre les parties.

- Tokyo a jugé les principaux responsables mais également d'autres accusés de crime contre l'humanité et crimes des guerres.
 -
-

3. Les suites des TMI : « **Les principes fondamentaux du droit international reconnus par la Charte du Tribunal de Nuremberg et le Jugement du Tribunal** »

- Adopté à l'unanimité par l'Assemblée Générale de Nations Unies par la Résolution 95(I) du 11 décembre 1946. Reformulé par la CDI (Commission du Droit International) et accepté par l'Assemblée Générale le 12 décembre 1950
- 7 principes :
 - I : l'auteur d'un crime international ou son complice est personnellement responsable et encourt une sanction
 - II : le fait que la loi nationale ne punisse pas un crime international ne libère pas son auteur de sa responsabilité en droit international
 - III : le fait qu'une personne ayant commis un crime international ait agi en tant que Chef d'État ou dans ses fonctions officielles ne le libère pas de sa responsabilité en droit international pas plus qu'elle constitue une circonstance atténuante.
 - IV : le fait qu'une personne ait agi sur ordre de son gouvernement ou de son supérieur ne l'exonère pas de sa responsabilité en droit international. Cet élément peut être pris en compte en tant que circonstance atténuante.
 - V : Toute personne accusée d'un crime international a le droit à un procès équitable tant à l'égard des faits que du droit
 - VI : Les crimes punissables en droit international sont :
 - Les crimes contre la paix
 - Les crimes de guerre
 - Les crimes contre l'humanité
 - VII : La complicité de commission d'un crime international est assimilable à la commission du crime lui-même
- Malgré la tentative faite en 1947 de créer une Cour internationale pénale permanente, le projet demeurera lettre morte jusqu'en 1998 (plus d'un demi siècle)

4. Critiques et limites du processus des TMI

- Un processus conçu et dirigé par les puissances alliées victorieuses
- Une procédure parfois peu adaptée aux crimes internationaux (Tokyo)

- Un processus qui n'a visé que les crimes commis par les puissances vaincues

3. Le Droit international Pénal aujourd'hui : les TPI et la naissance de la CPI

- Renouveau du droit international pénal après un demi-siècle de léthargie avec la création des TPI pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Engouement des années 1990 a donné lieu au pari de l'adoption d'une Cour pénale permanente internationale

1. Le Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie

- Impuissance de la Communauté internationale à arrêter le conflit en ex-Yougoslavie a généré une réaction inattendue du Conseil de Sécurité de Nations Unies : la création du TPIY par deux résolutions du CS n° 808 du 22 février 1993 et 827 du 25 mai 1993
- Le TPIY en quelques mots et chiffres :
 - Organe subsidiaire des Nations Unies créé sous l'égide du Chapitre VII de la Charte
 - Installé aux Pays Bas à La Haye
 - Composé de 16 juges permanents, et de 12 juges *ad litem*, élus par l'AG pour un mandat de 4 ans
 - Les Chambres de 1^{ère} instance sont composées de 3 juges permanents (+ un maximum de 6 juges *ad litem*) et siègent en Section de 3 juges
 - La Chambre d'appel est composée de 7 juges permanents (5 TPIY + 2 TPIR). Elle est la même pour le TPIR
 - Le TPIY est chargé de réprimer les crimes internationaux qui sont visés par son statut : crimes de guerre, crimes contre l'humanité, crimes de génocide commis durant le conflit armé depuis 1991 sur le territoire de l'ex-Yougoslavie
 - Possède un procureur indépendant, responsable des enquêtes et des poursuites, nommé par consensus par le CS des NU sur proposition du SG des NU.
 - Pas de procès par contumace
 - Peines limitées à des peines d'emprisonnement
 - Pas de compétence exclusive mais principe de primauté joue en faveur du TPIY – situation renforcé aujourd'hui par l'existence de la chambre spéciale des crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine

2. Le Tribunal Pénal International pour le Rwanda

- Créé par la résolution du Conseil de Sécurité 955 du 8 novembre 1994 à la suite du génocide contre les Tutsis et les Hutus modérée en avril 1994. Autre réponse d'impuissance de la communauté internationale.
- Le TPIR en quelques mots et chiffres :
 - Organe subsidiaire des Nations Unies créé sous l'égide du Chapitre VII de la Charte des NU
 - Installée en Tanzanie à Arusha
 - Composé de la même manière que le TPIY (9 juges *ad litem*)
 - Chambre d'appel commune au TPIY
 - Chargé de poursuivre et de réprimer les crimes de guerre, crimes

contre l'humanité et génocide commis au Rwanda ou dans les pays voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

- Possède un procureur indépendant depuis 2003 Hassan Bubacar Jallow (Gambie)
- Pas de procès par contumace
- Compétence concurrente avec les juridictions rwandaises. Principe de primauté joue normalement en faveur du TPIR

3. Différences entre les deux TPI :

- Différence de compétence en raison de la nature de contexte : TPIY compétence en cas de conflit armé international et en cas de conflit armé interne ; TPIR compétence uniquement en cas de conflit armé interne
- Différence de compétence matérielle : TPIR crimes contre l'humanité doivent être commis pour des raisons nationales, ethniques, raciales ou religieuses
- Différence de compétence temporelle : TPIY depuis 1991, TPIR 1994

4. La Cour pénale internationale : Une juridiction pénale internationale permanente

- Reprise du projet par la Commission du droit international :
 - Adoption en 1996 d'un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité
 - Projet de création d'un statut pour la création d'une Cour permanente pénale internationale finalisé en 1994
- AG NU établit un comité préparatoire pour l'établissement d'une Cour pénale internationale
- Conférence Internationale intergouvernementale de Rome du 15 juin au 17 juillet 1998 avec 160 États participants. Le projet fût adopté le dernier jour de la Conférence. Il rencontra l'approbation de certains États et l'hostilité d'autres (USA par exemple)
- Le Statut de la Cour est composé de 128 articles divisés en 13 parties.
- La CPI en quelques mots et chiffres :
 - Organe indépendant des Nations Unies (même si des relations existent)
 - Compétentes pour trois types de crimes internationaux : Crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Devrait être compétente pour un quatrième crime - le crime d'agression - lorsque celui-ci sera défini
 - Fonctionne suivant le principe de complémentarité : les États ont primauté en matière de poursuite des crimes internationaux
 - Compétence définie par l'appartenance au Statut mais également par acceptation de la compétence de la Cour et par la saisine éventuelle du Conseil de Sécurité
 - Composée de 18 juges indépendants élus par l'assemblée des États Parties pour 9 ans à la majorité des 2/3 des votants
 - Possède un procureur indépendant élu également pour 9 ans
 - Le greffe est responsable de l'unité des victimes et des témoins
 - Actes d'accusation délivrés par la Chambre préliminaire (et non plus par le Procureur)